



HAL
open science

La "question basque" en France

Francis Jauréguiberry

► **To cite this version:**

| Francis Jauréguiberry. La "question basque" en France. 2013. halshs-00826882

HAL Id: halshs-00826882

<https://shs.hal.science/halshs-00826882v1>

Preprint submitted on 1 Jun 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Paru en espagnol sous le titre de « Democracia y sentimiento de pertenencia en el País Vasco Norte », in *Democracia, ciudadanía y territorialidad* (éd. F. Letamendia, I. Ahedo et M. Zelaia), Bilbao, IVAP, pp. 391-405, 2008.

LA « QUESTION BASQUE » EN FRANCE

Francis Jauréguiberry

La démocratie repose sur les principes universels et généraux de liberté, d'égalité et de fraternité. Mais elle n'existe concrètement que dans l'exigence de la responsabilité et de la participation politique. C'est parce que des citoyens se sentent responsables de la gestion et du devenir de leur pays qu'ils participent au jeu politique qui consiste, entre autres, à choisir leurs gouvernants. Sans cette idée de responsabilité et de participation, pas de démocratie vivante. Si le débat public, terreau de la démocratie, n'est plus irrigué par les idées, propositions ou revendications des citoyens, il se dessèche au point de ne devenir qu'un simple lieu de représentation aux mains de professionnels de la politique. On assiste alors à une démocratie « par défaut » réduite à de simples procédures institutionnelles et à un mode de fonctionnement civilisé régulant les intérêts privés.

Pour vivre pleinement et, mieux, pour se développer, la démocratie a donc besoin de la constante participation des citoyens. Cette exigence renvoie elle-même à une question de base rarement posée, comme si cette participation allait de soi : pourquoi le citoyen se sent-il responsable ? Pourquoi va-t-il au-delà de la défense de ses intérêts particuliers pour penser aussi à celui de l'ensemble ? Pourquoi a-t-il envie de participer à la vie politique, à la marche de la cité, au devenir du pays, bref, pourquoi se sent-il concerné ? Parce que, et ceci me semble central dans la problématique de ce colloque, il s'identifie non seulement de façon générale aux valeurs et aux principes démocratiques, mais aussi de façon concrète à sa cité, à son pays, à l'ensemble territorial dont il se sent partie prenante. La démocratie en action implique donc une double identification de base : aux valeurs qui l'animent et à l'ensemble qui les applique.

Sans cette conscience d'appartenance et de responsabilité, sans cette identification et cette forme d'altruisme, la démocratie reste une belle idée universelle, mais sans conséquence pratique, sans applications concrètes. Il s'agit alors, au sens étymologique, d'une utopie (*uo* = non, *topos* = lieu), d'une représentation a-territoriale, désincarnée. À l'inverse, une conscience d'appartenance à un territoire, à un pays, peut très bien exister dans toute sa force sans pour cela se référer en quoi que ce soit aux principes démocratiques, les enfermements nationalismes autoritaires en étant une bonne illustration.

En Pays Basque nord, la démocratie portée par la République n'a cessé d'interroger l'identité basque, la plupart du temps sous la forme d'un reproche : sa spécificité freinait la participation citoyenne des Basques. Mais l'identité basque questionne à son tour aujourd'hui la République : la participation citoyenne des Basques semble inaudible par le pouvoir dès qu'il s'agit de défendre leur spécificité...

En ce sens, les situations des Pays Basques sud et nord posent le même problème : celui du traitement politique de la différence et de l'identité collective, mais selon différentes modalités. L'une d'entre elles, banalisée au Pays Basque sud (et minoritaire au Pays Basque nord) renvoie à un conflit sur la définition historique et territoriale de l'ensemble politique de référence. Une partie importante de la population des provinces historiques basques ne s'identifie pas à l'ensemble « Espagne ». Elle désire vivre les règles de la démocratie dans l'ensemble « Pays Basque » sans avoir à se référer à l'ensemble « Espagne ». Ces citoyens-là se sentent responsables du Pays Basque, mais pas de l'Espagne. Et c'est parce qu'ils sont suffisamment nombreux que le problème se pose en termes de rupture, c'est-à-dire d'autodétermination. La question entre démocratie et identité renvoie ici à la façon dont cette rupture ou volonté de rupture peut être négociée. Or, force est de reconnaître que la question de l'autodétermination d'un pays a toujours renvoyé à un rapport de forces historiques. Et je ne vois, en la matière, aucun élément nouveau permettant de penser différemment. Le seul changement possible concerne la façon de résoudre ce rapport de forces. Après le passage de la violence physique à la violence politique, faisons le pari qu'un nouveau pas est possible vers un rapport de forces démocratiquement contrôlé.

Une autre modalité, majoritaire au Pays Basque nord (mais aussi présente au Pays Basque sud), est non pas celle de la rupture, mais de la coexistence. Dans ce cas, l'identification au Pays Basque n'est pas exclusive de celle à la France. Le problème est de concilier les deux appartenances, l'identité basque devenant une revendication démocratique à l'intérieur de l'ensemble France. Cette revendication de la prise en compte de la différence comme exigence démocratique prend aujourd'hui deux formes très présentes au Pays basque nord : les mobilisations pour un département Pays Basque et pour la langue basque.

1- Le développement de la revendication départementaliste

Le premier constat que devrait établir tout observateur de la revendication départementaliste au Pays Basque nord est le suivant : en l'espace de vingt ans, la majorité de la population basque (et en particulier dans la concentration démographique de Bayonne-Anglet-Biarritz) est passée d'un désintérêt plutôt négatif envers la revendication départementaliste, jusqu'alors assimilée à du lobbying économique, du folklorisme ou du nationalisme basque, à un désintérêt plutôt positif et, dernièrement, à une attitude ouvertement positive. C'est le passage, en quelques années seulement, du premier type de désintérêt (plutôt négatif) au second (plutôt positif) qui a permis l'éclosion de l'attitude nettement positive. Ainsi, le pourcentage de la population qui se

déclare favorable à la création d'un département Pays Basque passe-t-il de 21% en 1993 à 64 % en 1997 et à 66 % en 2000, tandis que les sans opinion passent de 40 % en 1993 à 10 % en 1997 et 5 % en 2000)¹

En quelques années, la parole départementaliste est devenue libre, n'a plus été entravée par une hostilité diffuse, mais s'est au contraire sentie portée par une bienveillance émergente. Beaucoup de ceux qui, jusqu'à récemment, n'étaient pas « dans leur tête » contre le département Pays Basque mais se montraient pourtant publiquement très réservés, ont parfaitement perçu ce changement. Le danger d'une sanction publique sur ce thème s'estompant, ils (et en particulier certains élus) n'ont plus hésité à se déclarer « neutres » ou même partisans départementalistes. Mais ce constat ne répond pas à la question centrale en la matière : pourquoi et comment un tel changement s'est-il opéré ?

La revendication départementaliste basque n'est pas nouvelle (le travail de Jean-Daniel Chaussier présente très bien son histoire). Ses promoteurs se sont à maintes reprises mobilisés pour en faire partager l'idée par la majorité de la population basque, mais... toujours en vain. Les positions politiques minoritaires de certains (et en particulier des nationalistes basques) ou les arguments économiquement orientés de quelques autres (et en particulier de la CCI) ne se sont jamais convertis en opinion publique majoritaire. L'explication du changement récent a d'abord été cherchée dans l'organisation du mouvement même, dans sa capacité de mobilisation et dans l'originalité de ses arguments. Je crois même savoir que l'essentiel des commentaires politiques locaux porte encore là-dessus. Il y a comme une obsession à penser que les raisons du succès d'un mouvement résident dans son organisation : c'est parce que l'organisation est plus forte ou mieux structurée que le mouvement est plus vaste. Ceci est évidemment en partie vrai, et une bonne connaissance des rouages internes du mouvement est sans doute nécessaire. Mais elle m'apparaît singulièrement insuffisante en la matière : les départementalistes d'aujourd'hui ne sont pas plus intelligents, politiquement plus habiles ou mieux structurés que ceux d'hier. Pour la plupart, il s'agit au demeurant des mêmes et leurs organisations n'ont que peu changé. De fait, l'analyse interne du mouvement ne fait qu'amplifier la question de départ en la précisant : pourquoi un même message, délivré régulièrement depuis des décennies, rencontre-t-il, depuis quelque temps, un tel écho avec de tels effets ?

L'explication « interne » ne suffisant pas, la prise en compte de deux phénomènes externes à l'organisation même du mouvement, les deux considérables à leur échelle respective, me semble indispensable. Le premier est d'ordre général et dépasse de loin le Pays Basque. Il renvoie à un réinvestissement récent de la « chose locale » par toute une partie de la population et doit être rapporté à une problématique de l'identité dans nos sociétés ces dernières années. Le second est par contre spécifique à la société

¹ Enquête CODI-Ikas-bi pour 1993, CSA-La semaine du Pays Basque pour avril 1997 et septembre 2000. Il faut rester prudent sur les chiffres du sondage de 1993 : l'échantillon n'était pas représentatif de l'ensemble de la population du Pays Basque mais composé de parents d'élèves à la sortie des classes (184 hommes et 614 femmes). Les deux autres ont, par contre, été menées selon les règles de l'art.

basque bien que pouvant être *mutatis mutandis* appliqués à d'autres régions de France. Il a trait au dépassement d'un traumatisme produit par un vécu négatif du fait différenciateur basque, en particulier linguistique. En l'espace de vingt ans (1970-1990), un phénomène d'inversion s'est produit : les symboles basques, folklorisés ou négativement perçus ont été réinvestis selon une nouvelle logique de valorisation et de gratification. C'est la réunion de la capacité interne forte du mouvement avec ces deux phénomènes qui explique en grande partie le développement de la revendication départementaliste.

2- L'appel au local

Je ne vais pas reprendre ici le refrain sociologique bien connu sur l'état de nos sociétés incapables (par épuisement, doute ou cynisme) d'offrir des repères suffisamment stables à leurs membres pour que ceux-ci puissent donner un sens social à leur existence. Le malaise actuel est presque aussi grand que celui qui a présidé au passage des communautés traditionnelles à la société moderne : ce qui, jusqu'alors, permettait de faire sens s'effondre. Hier, ce fut la morale communautaire, les traditions, les obligations liées à un système d'interdépendance. Ces repères étaient certes contraignants, mais aussi rassurants. Aujourd'hui, ce qui les a remplacées connaît le même sort : les idéologies ne donnent plus espoir, les utopies sociales paraissent niaises ou dangereuses, la science et la technique ne sont plus automatiquement synonymes de progrès. Nos sociétés souffrent d'une sorte de dérégulation qui laisse ses membres orphelins de sens et d'espoir. Ceux-ci tournent leur regard inquiet vers tout ce qui pourrait leur apporter un peu de sérénité. La situation est donc dangereuse : on sait bien que c'est dans ce type de désarroi social que se développent les mouvements populistes et fondamentalistes, et il n'y a pas de doute qu'une partie, tout à fait négligeable selon moi, du nationalisme basque relève de ce type de démarche. Mais le passage d'une inquiétude ou d'un vide social au nationalisme basque ou (ce qui nous intéresse ici) à la revendication départementale emprunte pour l'essentiel une autre voie : celle d'un « appel au local » dans nos sociétés du doute et en voie de globalisation.

Contrairement à ce que pensent les post-modernes optimistes, la conscience de l'aléatoire et de l'éphémère propre à nos sociétés n'est pas toujours grisante et jouissive : elle donne aussi le vertige et la chute n'est pas exclue. Dans un monde où tout s'éparpille, se fragmente et s'accélère, l'individu en ce début de siècle hésite. Dans son doute, il cherche un élément stable sur lequel il puisse s'appuyer pour se construire en tant que personne. Pour lui, le local *peut* jouer ce rôle. Bien sûr, d'autres pôles identificatoires existent, mais l'appel au local est sans nul doute le plus fort. Au cours de récentes recherches, j'ai pu constater comment le local est alors pensé (toujours avec une charge émotive) comme lieu unique (territoire géographiquement restreint : quartier, canton, vallée) censé incarner une forme de vérité, d'authenticité et de sensibilité. Le local est pressenti ou, selon, présenté, dans sa capacité de résister au « tout équivalent territorial » produit par la sorte de *zapping* universel que les mass-médias et les TIC, en particulier la télévision et l'Internet symbolisent bien.

Cet appel au local est avant tout un désir de paix, de stabilité, de sincérité et d'authenticité. Il faut y lire comme une réaction à la forme de société informationnelle que Jacques Attali, même s'il ne la souhaite pas, prévoit : une société où « l'homme, comme l'objet, sera nomade, sans adresse ni famille stable, porteur sur lui, en lui, de tout ce qui fera sa valeur sociale » et où « l'éphémère sera le rythme de la loi (et) le narcissisme la source majeure du désir. » Le local auquel aspirent ceux qui désirent le réinvestir est au contraire construit contre cet éphémère et ce nomadisme, contre l'urgence, le stress et le zapping. La préposition « contre » renvoyant ici tout autant à son acception « à côté de » qu'à celle de « opposée à ». L'appel au local renvoie à un désir de permanence, à ce qui fut avant et sera après soi : ce ne sont pas les lieux qui sont éphémères, mais ceux qui y passent. Ici, l'aune de la réflexion n'est pas l'heure, le jour ou la semaine, mais la vie ou, en tout cas, une grande partie de celle-ci. Partout, une sorte d'équivalence universelle, dictée par un pragmatisme fonctionnel est vérifiable. Dictée par la loi du marché, la mondialisation est plus souvent synonyme d'uniformisation identitaire que d'ouverture à l'altérité. Contre ce nivellement, le local fantasmé est au contraire unique et incomparable. C'est un lieu qui respire et qui vit dans son originalité. Il renvoie à la sensibilité et non à l'efficacité, à l'appartenance et non à l'errance. Le local est alors, selon les cas, pensé comme « refuge », transcendance identitaire ou métaphore spatiale de la stabilité à côté de l'agitation et de la possible dispersion des réseaux. Ce n'est pas le « village mondial » cher à Marshall Mc Luhan qui est ici recherché, mais bien plutôt le monde du village, c'est-à-dire, en définitive, celui de l'interconnaissance.

Rien ne permet pour l'instant d'imaginer les retombées d'un tel appel au local que les sociologues commencent à bien percevoir. Mais il est possible d'emprunter deux pistes prospectives. La première conduit à une situation que je n'appelle pas de mes vœux : la traduction par l'individu de son appel au local en une action visant à projeter en un seul lieu toute sa subjectivité laissée pour compte par son activité de zappeur. Ce lieu serait pour lui une sorte d'île d'authenticité où il pourrait laisser libre cours à sa spontanéité, à son affect et même à ses penchants d'irrationalité. Une telle conception insulaire du local a de quoi effrayer. Sa réalisation signifierait en effet la dissociation réussie entre, d'une part un lieu central de subjectivité, où le seul mode de communication serait la communion : avec la nature, avec son « être profond », avec sa famille ou ses égaux (la communauté, l'ethnie) et, d'autre part, des lieux éclatés d'instrumentalité (en particulier professionnels) vécus comme espaces d'affrontements civilisés entre intérêts particuliers (la société comme pur marché). L'actuelle sectorisation spatiale de grandes métropoles selon les appartenances ethniques, les niveaux de vie ou les échelles de goûts s'accommoderait parfaitement d'un tel néo-communautarisme doublé d'un utilitarisme cynique. De même, la façon dont certains investissent le Pays Basque le temps d'un week-end ou d'une semaine de vacances ou encore en y achetant une résidence secondaire va dans cette direction. On peut toutefois entretenir quelque espoir quant à la non-réalisation — ou tout au moins à la non-extension — d'une telle perspective. Celle-ci impliquerait en effet que l'individu trouve entièrement son compte affectif dans le vécu d'un tel local insularisé. Or l'expérience de celui-ci risque fort de lui faire apparaître l'écart

entre le local désiré (auquel il est demandé d'être authentique et unique) et le local réel (qui est toujours un mélange de particularisme et d'universalisme) : la réification de l'authenticité ne peut que décevoir. Le pays rêvé du célèbre chef cuisinier et homme d'affaires Alain Ducasse à Bidarray (implantation d'un hôtel de luxe en pleine campagne explicitement décrite comme « authentique ») se heurtant au pays réel (opposition d'une partie de la population à une telle mise en scène de leur village) en est une illustration. La prise de conscience de cet écart pourrait alors s'avérer positive car elle permettrait de rompre la dichotomisation trop bien pensée entre vie privée, locale, affective et authentique d'un côté et vie publique, *zappée*, rationnelle et instrumentale de l'autre.

La seconde piste conduit à la possibilité d'une nouvelle solidarité locale. Alors que la mobilité a tendance à produire un désengagement, un refus de participer aux choses locales autrement que sur le mode éphémère de la consommation (« nous usons les lieux et nous nous en débarrassons tout comme nous jetons kleenex et canettes de bière » écrivait Alvin Toffler il y a quelques années), l'appel au local pourrait aussi se traduire par un attachement producteur d'une réelle implication. Se sentir affectivement, poétiquement, avec émotion, bref subjectivement lié à un territoire, définit une situation en quelque sorte asociale, mais vitale sur laquelle l'acteur peut s'ancrer pour penser le social qui s'y déroule autrement que de façon rentabiliste. Se sentir ainsi être d'un territoire, c'est la possibilité de s'en considérer responsable, ce qui veut dire aussi à l'écoute et solidaire de ceux qui y vivent. On voit que cette seconde piste va dans une direction opposée à celle de la première (vision insulaire du local). Il ne s'agit pas de revenir au local pour y vivre un enfermement individuel ou communautaire concomitant d'une utilisation rentabiliste de réseaux universels, mais de vivre le local comme élément de renforcement de la personnalité permettant à l'individu de se concevoir comme acteur. Ce qui renvoie en définitive à la figure d'un sujet capable de penser et de vivre sa particularité face au « système global » tout en étant un acteur de ce système : attitude qui politiquement renvoie à une citoyenneté active et donc, pour reprendre la problématique de départ, à une démocratie vécue.

En Pays Basque, cet appel au local se donne à voir sous une forme toute particulière : celle de la mise en correspondance de plus en plus automatique entre ce « local » et le « Pays Basque ». C'est dans ce passage et dans cette déteinte que, selon moi, se joue une partie importante de la dynamique identitaire au Pays Basque. Le local affectivement investi ou subjectivement réinvesti, au départ presque toujours spatialement restreint (le quartier, le village ou la vallée) est de plus en plus systématiquement associé au Pays Basque pris dans son ensemble². Ce que j'ai appelé (lors des travaux de Pays Basque 2010) le « sentiment d'appartenance basque » s'alimente désormais pour une bonne part de ce phénomène. Il ne s'agit pas d'un simple phénomène de reproduction identitaire, mais, plus fondamentalement, du réinvestissement (ou même de l'investissement tout court pour les personnes

² Je parle ici du Pays basque « nord », les relations avec « le sud » ne relevant pas du tout du même ordre « d'évidence », du moins pour la grande majorité de la population.

rapportées au pays) de symboles identitaires à un moment historique où, précisément, l'appartenance fait globalement question dans nos sociétés.

La particularité du Pays Basque est d'offrir, sous forme d'évidence positive, un pôle identificatoire fort et très accessible. Autrement dit : les divers attachements individuels au local s'encastrent dans l'ensemble « Pays Basque » de façon significative. Le Pays Basque n'est alors plus une simple dénomination géographique, mais un ensemble territorial d'identification. Il cristallise les appels au local et les focalise sur son nom. Et, en retour, ce nom « Pays Basque » offre à ceux qui s'y identifient tout un ensemble de symboles pour marquer, dire et vivre leur différence. Il joue un rôle de ressources identitaires. Chacun peut y puiser selon son désir et ses besoins, et signifier ainsi sa « basquitude » : sans effort (coller un petit drapeau basque sur la carrosserie de sa voiture ou en agiter un plus grand lors d'un match de rugby, revêtir un tee-shirt d'une marque « locale »), avec un peu de volonté (apprendre des chansons en basque, connaître certaines coutumes) ou avec persévérance (étudier la langue basque ou l'utiliser lorsqu'on la sait). De folklorique ou trace d'un passé désuet il y a encore trois décennies, ces symboles se sont convertis en une ressource identitaire positive, non exclusive et ouverte, que chacun peut investir pour se penser dans son originalité avec la sensation d'avoir une identité partagée.

Il est évidemment des habitants du Pays Basque pour lesquels celui-ci n'est qu'un endroit dans lequel leur domicile se trouve et envers duquel ils se positionnent avant tout comme des consommateurs (d'infrastructures, de services, de paysages). Toutes choses égales par ailleurs, ils pourraient habiter n'importe quel autre endroit pourvu que celui-ci leur soit tout aussi pratique et agréable. Mais l'immense majorité des habitants du Pays Basque dépassent cette simple approche instrumentale pour y superposer la dimension affective et symbolique que je viens de décrire, et c'est elle qui alimente, en bonne partie, l'identité. D'habitants du Pays Basque, ils deviennent alors basques ou, en tout cas (et c'est ce qui importe ici), se sentent basques. Certains nationalistes basques regardent avec quelque condescendance ce type d'identification : la conscience politique envers la patrie est à peu près nulle, et le fait d'agiter un drapeau basque durant un match de rugby relève pour eux presque du blasphème... Mais c'est pourtant là, dans ces petites identifications symboliques, que pour beaucoup, se joue le sentiment d'appartenance au Pays Basque.

La grande nouveauté de ces dernières années est que cette dimension symbolique et cet élan identificatoire alimentent une revendication institutionnelle ou, en tout cas, une attitude favorable envers elle : celle du département Pays Basque. Bien sûr, pour certains promoteurs du département, il s'agit avant tout de mettre en place un dispositif de gestion et de développement territorial. Pour d'autres il s'agit d'une étape vers l'autonomie voir l'indépendance. Des arguments économiques, démographiques et même culturels sont avancés, des scénarios de développement et des outils de gestion proposés. Une démarche rationnelle est empruntée et une logique instrumentale et parfois technicienne anime les acteurs du projet. Mais, pour la majorité de la population, ce ne sont pas ces arguments et ces moyens qui

motivent son adhésion au projet départementaliste (même si, en un second temps, il n'est pas exclu qu'elle les juge opportuns). Ainsi, si l'on regarde en détail le sondage de 1997, on s'aperçoit que seulement 3 % des personnes interrogées se déclarent « très bien informées » sur le projet d'un département Pays Basque (27 % « assez bien », 48 % « pas très bien » et 22 % « pas bien du tout ») et que seulement 8 % se sont « beaucoup intéressés » au débat d'opinion sur ce projet (31 % « un peu », 27 % « pas tellement » et 34 % « pas du tout »). L'adhésion à l'idée d'un département Pays basque semble donc beaucoup plus subjective que rationnelle, identitaire que pratique, affective que politique. La revendication départementaliste est avant tout une exigence de reconnaissance de quelque chose qui est désormais majoritairement vécu : un sentiment d'appartenance différenciateur.

3- La fin d'un traumatisme culturel

Une des caractéristiques principales du Pays Basque est d'avoir reproduit jusque très tard dans l'histoire son organisation traditionnelle et sa morale communautaire, la langue basque en étant le ciment. Mais cette persistance a été payée au prix fort : celle d'un refus de la modernité et d'un enfermement du Pays Basque sur lui-même. À la fin du XVIII^e et durant tout le XIX^e siècle, la modernité ne se développe pas dans les villages basques : elle y est importée, puis imposée par la République. Pour celle-ci, la langue basque est un frein à la participation citoyenne car elle empêche les Basques de s'extraire de leur condition pour penser universel. Évidemment, la question de savoir pourquoi l'universel parle français n'est pas posée (mais il n'y a là rien de spécifique envers les Basques : il en va de même sur tout le territoire national et même en Europe où le français est durant tout le XIX^e la langue de la révolution démocratique, de la même façon que l'anglais est aujourd'hui la langue des affaires). Et ici réside sans doute la cause de bien des malheurs pour les Basques : entrer dans la modernité a historiquement impliqué pour eux l'abandon de leur langue pour penser l'universel. Le premier bilinguisme basque-français est un bilinguisme du basque vers le français comme passage obligé vers la modernité. Les sciences, la philosophie et la politique parlent alors français. C'est ensuite et par contraste que le basque est devenu symbole de tradition. Rétrospectivement, on peut certes penser que les Basques ne refusant pas la modernité, mais y entrant de plain-pied via le français, auraient aussi pu vivre et traduire cette même modernité en basque, constituant ainsi un noyau bascophone éclairé évitant la future assimilation entre langue basque et tradition. Mais cela ne fut pas le cas, en dehors de très rares exceptions individuelles. La majorité des Basques « éclairés » quittèrent définitivement le Pays Basque. Et, pour les rares qui y restèrent ou même y revinrent, le défi fut sans doute trop difficile à relever : les XVIII^e et XIX^e siècles passèrent sans qu'une véritable modernité *euskaldun* (en basque) voie le jour.

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, ce schéma a *grosso modo* fonctionné tel quel. Pour la minorité de la population rentrant pleinement dans la modernité, l'arrachement linguistique est certes pénible, souvent producteur d'une identité déchirée, mais dans la plupart des cas compensé par une ascension sociale.

Pour la majorité, restée fidèle à l'organisation communautaire et aux traditions, le basque reste la langue dominante, celle de la quotidienneté, du travail, de la famille et de la subjectivité. Le fait que l'Église opte alors clairement pour la langue basque dans ses rapports avec la population ne fait que conforter la scission entre d'une part le français, la modernité et la raison universelle, et d'autre part le basque, la tradition et la morale communautaire. De là date le succès de l'expression *euskaldun-fededun* (bascophone et croyant) qui fut pendant plus d'un siècle le principal trait d'auto-identification des Basques.

Ce n'est qu'à partir du moment (début du XX^e siècle pour l'essentiel) où la masse des ruraux, soit la grande majorité de la population basque, entre directement dans la modernité que le rapport de l'*euskaldun* à sa langue devient douloureux. Son entrée dans la modernité le dote en effet d'un regard critique sur sa double appartenance linguistique, qui se traduit la plupart du temps par l'intériorisation du statut d'infériorité du basque face au français. La langue basque ne sert à rien : voilà l'affirmation, pourtant martelée depuis plus d'un siècle par l'État républicain, en particulier par le biais de l'Éducation nationale, qui apparaît alors comme une évidence aux yeux de la majorité. Le basque n'est alors plus vécu que comme un reliquat du passé, anachronique à la société moderne.

Mais cette prise de conscience est le corollaire d'une découverte de la modernité que sous un seul de ses aspects : celui du rationalisme, de l'efficacité et de l'utilitarisme. L'autre aspect, celui de la capacité des individus à s'arracher aux déterminations et pesanteurs traditionnelles pour se penser comme sujets libres et comme acteurs autonomes (et donc capables en particulier de gérer ce bilinguisme et les affects auxquels il renvoie) est évacué, laminé par la nécessité de s'adapter à tout prix à ce qui apparaît alors être le cours de l'histoire. Dans cette sorte d'aliénation au modernisme, caricature de la modernité, l'*euskaldun* est malheureux. Il vit sa langue, celle de son enfance, de ses émotions et de sa subjectivité comme une souffrance. Il sent confusément qu'il s'agit là d'une richesse, mais d'une richesse qui ne sert à rien dans le monde moderne, qui ne permet de rien monnayer, si ce n'est la moquerie de ceux qui l'ignorent. L'*euskaldun* n'a pas alors « honte de son identité », comme l'ont un peu trop vite écrit certains, mais ressent plus prosaïquement qu'elle devient anachronique dans ses contacts avec l'universel (que la République est censée incarner). La majorité de la population basque vit alors dans une sorte de paradoxe : son identité (basque) l'éloigne de la communauté à laquelle elle se sait appartenir politiquement (la France). Lorsque les Basques se regardent dans le miroir de la République française, ils se sentent différents de ce qu'ils devraient être pour être de bons citoyens. Certains en tirent un remord qu'ils combent par un patriotisme français qui peut paraître exagéré, d'autres se consomment dans une sorte de schizophrénie indépassable, la majorité se bute à une interrogation sans réponse.

Ce sont les générations de l'entre-deux-guerres qui vivront de façon la plus traumatisante cette ambivalence identitaire et cette souffrance linguistique. Beaucoup choisiront ne pas apprendre le basque à leurs enfants : au nom de leur bien et de leur avenir, pour qu'ils ne connaissent pas les humiliations qu'eux, parents, ont subies (en particulier à l'école) parce qu'ils maîtrisaient mal

le français. Mais, si tout est fait par ces parents pour qu'il n'y ait pas transmission de cette souffrance aux enfants, il y aura souvent stigmatisme chez ces derniers. Ces enfants grandissent en effet dans une ambivalence elle aussi traumatisante : ils voient bien comment leurs parents continuent à vivre l'essentiel de leur subjectivité en basque (l'appartenance communautaire, l'intime, le religieux, le rapport à la nature, etc.) et comment, dans le même temps, leurs parents leur interdisent l'accès à cette langue. Cette ambivalence parentale est douloureusement vécue par ces enfants car elle est synonyme d'un principe de vie nié au nom d'une certaine efficacité. On mesure mal les blessures que cette négation a provoquées au Pays Basque. Sans doute parce qu'elles ont toujours été tuées ou cachées : les Basques, dit-on, sont fiers. Or, c'est de leur fierté dont il s'agissait, et celle-ci était blessée : inutile donc d'en faire état. On sort seulement, des décennies plus tard, de ce silence.

4- La revendication identitaire, analyseur de la démocratie

Si cette période semble révolue, c'est parce que le passage du Pays Basque de la tradition à la modernité est définitivement achevé et, corollaire linguistique, parce que tous les Basques parlent désormais aussi bien français que l'ensemble de leurs concitoyens. Il n'y a plus stigmatisme parce qu'il n'y a plus cause de stigmatisme. Des générations sont passées, et le basque aurait pu trépasser avec. Ce ne fut pas le cas, mais la situation n'en est pas moins alarmante : le Pays Basque est parvenu à un stade où la transmission passive du basque est en voie d'épuisement³.

Or, c'est à ce moment précis, à l'heure où l'on sonne le glas de la langue basque et où, avec sa mort, sont censées disparaître tant de souffrances, que les Basques veulent, semble-t-il, le plus la parler ! On n'a jamais si peu pratiqué la langue basque et à la fois tant désiré le faire ! Une récente enquête montre que 48 % des personnes interrogées voudraient que leurs enfants sachent le basque (18 % le savent déjà, 22 % sont indifférents à la question, 7 % ne voudraient pas et 4 % ne savent pas)⁴. Certains pensent qu'il s'agit là d'un réflexe devant la mort : on ne veut pas que les choses meurent, surtout celles qui ont servi à véhiculer tant de vie. Mais c'est oublier bien vite l'action des deux ou trois générations antérieures qui n'ont rien fait pour empêcher la langue basque de disparaître. La nostalgie à laquelle conduisait la disparition du basque était alors moins pénible pour ces générations que l'inconvénient que sa pratique semblait leur apporter. Bien sûr, les inconvénients n'étant plus là, la nostalgie paraît désormais bien pénible à vivre aux générations actuelles... d'autant plus que le désir qu'elle engendre ne coûte pas grand-chose...

³ Actuellement, seulement 31 % de la population comprend « assez bien » ou « bien » le basque, 27 % le parle, 20 % le lit et 14 % l'écrit (enquête Stat'Adour - Institut culturel basque, novembre 2004).

⁴ Enquête Stat'Adour - Institut culturel basque, novembre 2004. En septembre 2000, 62 % se déclaraient « favorables » ou « assez favorables » à l'enseignement obligatoire du basque à l'école (sauf demande contraire des parents), 36 % étaient assez opposés ou tout à fait opposés, 2% ne se prononçaient pas.

Si les modalités historiques de l'entrée des Basques dans la modernité expliquent en grande partie l'abandon de leur langue, c'est la crise de cette même modernité qui explique à son tour leur attention nouvelle pour cette même langue. Ou, plus exactement, c'est la crise de la modalité sous laquelle cette modernité a été majoritairement vécue au Pays Basque, c'est-à-dire le modernisme, qui permet de comprendre ce désir actuel de basque. On peut définir le modernisme comme l'idéologie offensive de la modernité contre les croyances traditionnelles, l'attachement communautaire et la subjectivité partagée en ce qu'elles s'opposent à la raison, à la liberté individuelle, à la science et au progrès. Appliqué à notre siècle, le modernisme devait conduire au déclin des spécificités locales face aux enjeux universels, au dépassement des pesanteurs régionales par l'accélération mondiale des flux, à l'effacement de l'inscription spatiale du lien social par la généralisation des échanges. Le progrès technique, le développement des communications et la rationalisation économique indiquaient la direction que devaient suivre les sociétés, les faisant passer de la globalité des villages au village global cher à Mc Luhan.

Cette vision moderniste, doublée d'un certain évolutionnisme, a inspiré jusqu'à il y a peu la plupart des interprétations des mouvements de défense de cultures minoritaires et des revendications du type « vivre et travailler au pays », les réduisant à n'être que pures réactions ou nostalgies passéistes. Ces mouvements ont été appréhendés comme des conduites de crise et des replis défensifs d'acteurs déstabilisés par le progrès. Les particularismes locaux allaient à contre-courant de l'évolution générale de nos sociétés vers plus de rationalité, d'universel et de mouvement. Mais, en ne laissant d'autre alternative à ceux qui restaient fidèles à la culture et aux traditions basques que l'enfermement dans un communautarisme rétrograde ou le saut historique dans le nationalisme, le modernisme au Pays Basque n'a sans doute pas exactement produit ce qu'il espérait...

Cette assimilation de la modernité au modernisme, de la raison à la rationalité instrumentale et des sentiments à l'irrationalité doit être dépassée. S'y tenir reviendrait à précipiter le mouvement déjà observable de la perte des repères sociaux capables de donner un sens à l'action des individus en dehors du triomphant calcul stratégique par rapport au marché (calcul cynique pour les puissants et désespéré pour les plus faibles). Depuis quelques années, cet orphelinat de sens se traduit chez beaucoup par une aspiration à « autre chose », à du sentiment, à de la chaleur humaine, à une appartenance et à une reconnaissance qui ne soit pas achetées, mais authentiquement vécues.

Face aux dérives que cette aspiration peut induire (sectes fusionnelles, communautés essentialistes, nationalismes xénophobes), il est essentiel d'affirmer, contre le modernisme, que la modernité n'exclut pas la croyance et les sentiments au profit de la connaissance objective. Elle est au contraire tension permanente entre raison et subjectivation. La subjectivation renvoie à la capacité et à la volonté d'un individu de se construire en tant qu'acteur de sa propre vie. Et ceci pas seulement à partir d'une interprétation raisonnable de son insertion sociale (ce qui renverrait à une espèce de conformisme), mais aussi à partir de ses affects et de ses passions. C'est *aussi* dans cette tension constructive que le désir de basque peut être lu. L'identité basque ne serait

alors plus simplement synonyme d'une tradition communautaire ou d'une aspiration nationaliste, mais *aussi* marque du désir de construire sa propre vie en s'appuyant sur une culture propre et une mémoire collective sans renoncer pour cela à la raison universelle et aux principes démocratiques.

C'est en ce sens que la revendication linguistique basque questionne la démocratie française : peut-on vivre en basque en France ? De même que la revendication départementaliste pose la question : peut-on collectivement se sentir différent sans que cette spécificité soit immédiatement interprétée comme un « enfermement communautaire » ou même une « régression ethnique » ? Le manque d'argumentation, la crispation et la violence (quand ce ne sont pas les insultes : voir les interventions qui ont ponctué le dernier débat parlementaire sur de la reconnaissance des langues régionales en France) qui caractérisent les réponses à ces questions ne rendent pas optimiste quant à la reconnaissance du fait différenciateur basque en France. Si l'on ne réduit pas la démocratie à la simple tenue d'élections libres, mais qu'on la mesure à l'aune de la capacité à traiter institutionnellement des demandes sociales, force est de reconnaître que la démocratie est ici prise à défaut.

Il y a désormais une « question basque » en France et qui est la suivante : lorsque les trois quarts de la population d'un territoire, vécu par ses habitants comme un territoire spécifique auquel ils s'identifient, demandent la reconnaissance institutionnelle de ce territoire, au nom de quoi lui répondre non ? Un refus serait bien compréhensible si ce territoire renvoyait à une spécificité contraire aux lois de la République ou aux principes démocratiques. Par exemple si ce qui était réclamé était le droit de pratiquer la polygamie sur ce territoire, d'y rétablir la peine de mort ou d'y autoriser le travail des enfants. Mais la seule spécificité réclamée par les départementalistes est celle d'avoir le droit d'exister, d'avoir un nom institutionnellement reconnu : « Pays Basque ». Pour le reste, ce qui se passerait sur ce territoire relèverait des lois de la République, comme partout en France. Si l'on suit une pure logique d'efficacité, on comprend mal un tel refus. En effet, les départements sont les outils de la gestion territoriale de l'État. En créant un département réclamé par les habitants d'un territoire, l'État n'en serait que plus proche. Et l'on peut penser qu'en retour ses citoyens auraient le sentiment d'être à la fois mieux entendus et mieux représentés.

Je ne pense pas que la dimension géopolitique et diplomatique avec l'Espagne, même si elle est sans doute importante, soit la raison essentielle d'un tel refus renouvelé. En quoi un département Pays Basque serait-il vraiment menaçant pour l'Espagne ? La raison est d'abord française et avant tout symbolique. Pour la République, les départements ne sont pas des territoires identitaires. Même si leurs limites recourent finalement assez bien celles des anciennes provinces, la priorité n'était pas, lors de leur création, de les définir à partir d'identités déjà existantes, mais de la nécessité pratique de contrôler et de gérer le territoire de la République en le morcelant de façon pratique⁵. Le

⁵ L'idée de géométriquement partager le territoire en carrés identiques a même été un moment envisagé. A l'Assemblée constituante (septembre 1789), Thouret s'opposa sur ce point à Mirabeau. Le premier proposait de découper la France en 80 départements carrés de 80 Km de

seul territoire identitaire reconnu est celui qui a pour frontières celles de la République. À l'intérieure de celles-ci la nation se doit d'être homogène et solidaire. Il ne saurait y avoir de frontières internes. Certes, les différences et particularités, par exemple linguistiques, sont autorisées, mais à condition qu'elles demeurent privées. L'espace public, lui, doit être accessible à tous. Tout le monde doit pouvoir y comprendre tout le monde : l'apprentissage du français a été pensé comme la condition de l'entrée des Basques, des Bretons, des Corses, etc. en démocratie, comme leur passage obligé pour accéder aux valeurs universelles de la Révolution. C'était le prix à payer.

D'un point de vue politique, ces principes étaient justes car leur but était d'arracher des populations entières à des dépendances et féodalités locales souvent synonymes d'enfermement et d'exploitation pour les plonger dans un milieu inédit de liberté et d'égalité. Mais, d'un point de vue culturel, il s'agissait d'une négation, d'un refus radical de l'altérité, et donc de l'incapacité à dissocier identité culturelle et participation politique. L'enthousiasme révolutionnaire a confondu privilèges locaux et cultures locales, archaïsmes et traditions. Et d'un point de vue linguistique, la nuit du 4 août aurait aussi bien pu être celle de la suppression des langues minoritaires en France⁶. La traduction des lois et décrets de la République en basque (breton, corse, etc.) a vite cessé devant le constat jacobin selon lequel ce n'était pas à l'État de faire l'effort pour se faire comprendre des populations, mais bien le contraire. Ceux qui ne parlaient pas le français devaient l'apprendre et se fondre ainsi dans le corps de la nation pour accéder à la liberté et à l'égalité. La facilité de l'homogène l'a emporté sur la difficulté de la complexité.

Mais ce temps est révolu. Il n'existe plus au Pays Basque un seul citoyen qui ne sache pas le français. L'argument politique d'accès à la démocratie ne vaut donc plus au moment d'examiner cette question. Et son évanouissement laisse apparaître le seul argument qui reste vraiment : le nationaliste. Car l'histoire de la France est aussi celle du recouvrement des principes démocratiques par l'idéologie nationale française, moins soucieuse de la formation de citoyens libres et égaux que de la loyauté de sujets fidèles et conformes. Cette idéologie a d'entrée visé l'homogénéisation du corps de la nation et n'a cessé de s'alimenter d'un désir d'unité et de puissance. Le couple État-citoyens constitutif de la nation politique s'est souvent effacé devant l'unité État-patriotes à la recherche de la nation empirique. Dans cette célébration de la nation et de la grandeur de la France, il n'y a plus d'espace pour l'altérité autre que folklorique.

Ce qui choque les nationalistes français, c'est qu'il puisse y avoir une identification collective à un territoire autre que celui de la France. Et ceci vaut aussi bien à l'échelle du Pays Basque qu'à celle de l'Europe. Il y a comme une incapacité à admettre que l'on puisse se sentir à la fois basque et français, et à la fois français et européen. L'infra et le supra national est vécu comme quelque chose de menaçant. Tant que l'on reste dans un schéma nationaliste pour

côté chacun. Le second, sans doute plus réaliste et soucieux de pas heurter de front l'héritage géographique du passé, partait des anciennes provinces et l'emporta.

⁶ Nuit de 1789 au cours de laquelle l'Assemblée constituante vota la suppression de l'ensemble des privilèges liés à l'ancien régime.

penser la construction politique de l'Europe et la gestion des territoires, ni l'une ni l'autre ne pourra être menée à bien. Car pour que celles-ci soient autre chose que de simples actions technocratiques, il faut que les citoyens puissent participer. Or, nous venons de le voir, pas de participation sans identification, sans éthique de la responsabilité envers l'ensemble dont il est question. La grande affaire, dans ce processus, est que nous n'en sommes plus, en ce début du XXI^e siècle, à des identifications uniques. Toutes les recherches sociologiques de ces vingt dernières années montrent que nos contemporains ne relèvent plus d'une seule identité ou seul d'un milieu, et qu'il est donc inutile de vouloir les enfermer dans des appartenances exclusives. Au contraire, leur vie est faite d'expériences hétérogènes, de diversités et d'éclats identitaires auxquels il s'agit de donner une forme praticable. Il n'y a donc pas de raison de penser l'identité en termes d'exclusivité.

Par contre, lorsqu'une de ces identités n'est pas reconnue ou bien devient objet de discriminations, il y a toute chance de voir apparaître une résistance et une crispation autour d'elle. Le danger est alors que cette réaction conduise à une fermeture identitaire où la recherche de l'unité et de l'homogénéité l'emporte sur la complexité et la diversité. Afin d'éviter de telles situations de confrontation qui ne peuvent déboucher que sur des conduites de séparation et d'opposition où chacun est sommé de choisir, il convient d'inlassablement prôner l'ouverture et le respect identitaire. En Pays Basque, le plus grand nombre des habitants se considèrent à la fois basques et français⁷. L'impératif devrait donc être de donner à chacun le droit de vivre selon sa propre subjectivité ces deux identités.

La question basque interroge donc la République sur le maintien du binôme « défense des principes universels de la démocratie » - « nation française, corps homogène de leur réalisation ». N'est-il pas temps de penser l'approfondissement du premier pôle autrement que par le renforcement du second ? Se focaliser sur l'unité empirique de la nation pour la présenter comme condition de la démocratie est un abus. La seule unité démocratique est celle de l'ensemble soumis aux mêmes lois. Celle-ci n'empêche pas la diversité en son sein. Ou alors, il ne reste plus à ceux qui se pensent dans leur spécificité que le retrait politique ou la voie historique de la rupture.

⁷ 45 % se considèrent à la fois basque et français, 11 % uniquement basque, 36 % uniquement français, 7 % autres et 1 % sans réponse (enquête Enquête Stat'Adour, *op. cit.*).